



Conseil économique et social

Distr. générale
10 mai 2011
Français
Original : anglais

Session de fond de 2011

Genève, 4-29 juillet 2011

Point 2 b) de l'ordre du jour provisoire*

Débat de haut niveau : examen ministériel annuel

Déclaration présentée par l'Union of British Columbia Indian Chiefs, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration qui suit, qui est distribuée conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/2011/100.



Déclaration*

Les peuples des Premières Nations au Canada ont connu une longue histoire d'oppression au cours de laquelle l'enseignement a été employé comme moyen institutionnel d'assimilation des enfants des Premières Nations. Aujourd'hui il existe plus de 130 écoles contrôlées par les Premières Nations en Colombie-Britannique, au Canada, qui visent à donner aux élèves des bases solides dans leurs langues et leurs cultures et à les préparer à exceller dans la société contemporaine. La nécessité d'assurer un succès plus grand aux élèves des Premières Nations en Colombie-Britannique est largement reconnue mais il existe encore un écart considérable entre les résultats scolaires des élèves membres des Premières Nations et ceux des élèves non-membres à tous les niveaux du système éducatif. En 2006, les Premières Nations en Colombie-Britannique ont conclu avec les autorités provinciales et fédérales des accords qui posaient les fondements juridiques de la reconnaissance et de l'application de la juridiction des Premières Nations sur l'enseignement dans les réserves en Colombie-Britannique. Cinq années plus tard le Gouvernement canadien n'a pas encore alloué les ressources financières qui permettraient aux Premières Nations de faire appliquer cette juridiction.

Le Gouvernement canadien a souscrit le 12 novembre 2010 à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et, ce faisant, il a accepté les engagements internationalement reconnus concernant l'éducation, y compris l'article 14. La Déclaration préconise l'autodétermination et le contrôle par les peuples autochtones de leur éducation; mais pour que ces derniers parviennent à leurs objectifs éducatifs, les États doivent s'acquitter de leurs engagements pour donner à ces peuples les capacités nécessaires. La Déclaration prévoit à l'article 37 que « Les peuples autochtones ont droit à ce que les traités, accords et autres arrangements constructifs conclus avec des États ou leurs successeurs soient reconnus et effectivement appliqués, et à ce que les États honorent et respectent lesdits traités, accords et autres arrangements constructifs ».

En ce qui concerne les Premières Nations en Colombie-Britannique, le Canada ne s'est acquitté que partiellement de ses engagements énoncés dans la Déclaration en adoptant en 2006 la loi sur la juridiction des Premières Nations sur l'éducation, même si cette dernière et la loi provinciale sur l'éducation des Premières Nations officialisent l'engagement des gouvernements fédéral et provincial de reconnaître la juridiction des Premières Nations sur l'éducation depuis le jardin d'enfants jusqu'à la douzième année d'études dans les réserves. Lors des négociations sur les accords concernant la juridiction des Premières Nations sur l'éducation, le Gouvernement canadien s'est engagé à assurer un financement adéquat pour leur mise en œuvre. À ce jour les ressources allouées par le Gouvernement canadien ne sont pas à la hauteur du financement nécessaire aux écoles des Premières Nations. En conséquence l'application intégrale de la juridiction des Premières Nations sur l'éducation n'a pas été possible.

Il convient de saluer le Canada qui a reconnu la juridiction des Premières Nations sur leur propre éducation en Colombie-Britannique. Cependant pour accélérer la réalisation des objectifs éducatifs des Premières Nations en Colombie-Britannique, le Gouvernement canadien doit s'acquitter pleinement des engagements qu'il a contractés en vertu de la Déclaration, y compris le respect des

* La présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.

promesses relatives à un financement adéquat pour les accords concernant la juridiction des Premières Nations sur l'éducation. Ce n'est qu'alors que celles-ci pourront réellement appliquer intégralement leur juridiction.

Au plan international le Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies doit s'attacher à mettre en place un cadre global mettant d'évaluer la mise en œuvre des engagements et accords internationaux en matière d'éducation. Un cadre efficace permettrait de répondre à des questions telles que « Qu'est-ce que l'application intégrale de la juridiction? » et « Pourquoi l'application intégrale de la juridiction est-elle nécessaire? ». Un cadre détaillé pourrait également comprendre des dispositifs visant à évaluer la mise en œuvre par les États avec des documents d'appui et des considérations et analyses financières.
